



L'intersyndicale CFDT-CULTURE, CGT-CULTURE, FSU, Sud Culture, et UNSA-CFTC appelle au rassemblement contre le projet d'une nouvelle direction générale au ministère de la Culture

**Vendredi 11 avril 2025 à 10h
Devant la salle Eugène Viollet-le-Duc
6^e étage des Bons-Enfants**

L'intersyndicale CFDT-CULTURE, CGT-CULTURE, FSU, Sud Culture, et UNSA-CFTC s'oppose fermement à la décision prise sans concertation préalable de réorganiser le ministère de la culture en regroupant des services existants au sein d'une nouvelle Direction Générale.

La réforme, qui ne repose sur aucun bilan de l'organisation de l'administration centrale de 2021, suscite de nombreuses interrogations et inquiétudes parmi les agents, aggravées par une perspective de mise en œuvre effective fin juin 2025.

Cette restructuration de l'administration scindera la tutelle des établissements d'enseignement supérieur et de la recherche de l'expertise métiers des directions générales. Les conséquences de cette réorganisation seraient profondes, réduisant les périmètres d'intervention de la DGCA et de la DGPA, et affaiblissant les missions de la DG2TDC.

Les agents pourraient être confrontés à des situations de stress et d'anxiété, amplifiées par une mise en œuvre brutale et un calendrier intenable impactant la rentrée universitaire 2025-2026.

Les conséquences majeures pour les écoles nationales seraient à terme le déploiement d'un agenda de réformes néo-libérales : désengagement de l'Etat, développement des ressources propres, transfert de gestion des agent.e.s, apprentissage et alternance, attaques des contenus pédagogiques.

La priorité est la qualité de l'enseignement supérieur culture : revitalisation des corps de professeurs titulaires, amélioration des conditions de travail dans l'administration et les écoles, rémunérations et carrières des personnels et urgences sociales des étudiants (santé, logement, services aux étudiants...). Une énième réorganisation de la superstructure ne répondrait à aucune de ces urgences !

L'intersyndicale CULTURE exige l'arrêt du projet, un bilan de la tutelle pédagogique et budgétaire de l'enseignement supérieur Culture, une étude d'impact sérieuse associant l'ensemble des agent.e.s, et une véritable concertation avec les représentants des personnels.

Mobilisons-nous le 11 avril 2025 !